

"aux circonstances existant dans chaque ville, mais dans plusieurs villes ce plan individuel débute ou est bien en voie".

Cela n'offre aucun réconfort au Montréalais qui demande ce qu'il est censé faire pour se sauver et sauver sa famille. Il est vrai que la ville de Montréal, en tant que ville, ne collabore pas de tout cœur avec les préposés à la défense passive. Mais même si elle le faisait, le particulier saurait-il maintenant ce qu'on attend de lui? Vers la fin de son article, M. Adams dit que la première chose que tout citoyen doit faire au chapitre de la défense passive est d'apprendre tout ce qu'il peut pour se protéger lui et sa famille advenant un désastre. Mais où et comment?

Le défaitisme ne convient pas en défense passive, mais il est difficile de n'être pas défaitiste quand on ne fait aucun effort pour dire au particulier ce qu'il doit faire. Quand les plans tracés à l'échelon fédéral auront été communiqués aux particuliers dans les villes, l'état critique aura cessé ou les bombes seront tombées. Si la menace est grave et si les plans visant à y parer sont sérieux, il faut plus que de la collaboration bénévole sur le plan local.

C'est l'argument essentiel contre l'organisation de la défense civile que dirige le gouvernement fédéral à l'heure actuelle. Ce qu'il faut faire est manifeste: l'évacuation massive des villes. Il est également manifeste que le public doit en être informé, mais faute de tout plan concret ou de tout renseignement précis à l'intention des citoyens des grandes villes, le public est apathique et le restera tant que l'organisation officielle de la défense passive n'arrêtera pas de plan précis qui pourront être soumis au public de sorte que le particulier résidant à tel numéro de telle rue sache ce qu'il a à faire.

L'hon. M. Martin: Je sais que mon honorable ami s'intéresse à la question. Je lui signale que nous pouvons fournir des plans d'évacuation à toutes les principales agglomérations. La ville de Calgary a ces plans et le 22 septembre elle va procéder aux plus grands exercices d'évacuation qu'une ville de cette importance ait encore tenus sur le continent. Nous avons les documents, les plans existent, la ville de Calgary les a obtenus et nous pouvons les fournir à n'importe quelle autre ville. Je signale le fait parce que je pense que les autorités municipales vont lire ce que l'honorable député dit si bien et parce que je veux que cela soit compris.

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): Merci beaucoup. Le ministre aurait peut-être mieux fait de formuler un exposé comme je l'ai invité à le faire au début. Il en a eu l'occasion. Qu'on me permette de signaler,—autre critique essentielle,—que je ne parle pas d'un programme tout théorique que le ministère pourrait avoir pour l'amélioration d'une ville. Je songe au citoyen qui demeure, disons, à 2044 rue Bay, à Toronto, si tant est qu'un tel numéro existe et aux moyens qu'il doit prendre pour sortir de Toronto avant la chute

d'une bombe à hydrogène. Nous savons maintenant que s'il n'a pas fui avant, il n'a guère de chance de survivre à la bombe. Tout Montréalais que je suis, je ne voudrais pas qu'un sort pareil arrive à un Torontois. C'est une concession en faveur de mon honorable ami de Broadview.

Le ministre parle de plans détaillés. Permettez-moi de lui dire ce que je pense de certains de ces plans détaillés. Je ne les trouve pas trop bons. La *Gazette* de Montréal a publié dernièrement une série d'articles, très bons par ailleurs...

L'hon. M. Martin: Très utiles.

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): ...énumérant dix voies principales de sortie pour l'évacuation de la ville de Montréal. Quelqu'un a dû choisir ces routes au hasard. La circulation serait extrêmement concentrée sur chacune de ces routes d'évacuation dont on utiliserait toutes les voies; et deux de ces principales routes seraient le boulevard Décarie et le chemin de Côte-de-Liesse. Ce qui est intéressant c'est que le boulevard Décarie et la Côte-de-Liesse se croisent, quand une rue sert, l'autre est nécessairement inutilisable. On nous indique une autre route de sortie de la ville, le boulevard métropolitain. Il suffit de connaître la ville de Montréal pour savoir que la Côte-de-Liesse rejoint le boulevard Métropolitain.

Sur les trois routes qu'on nous indique comme devant servir de sorties de la ville de Montréal, deux s'entrecroisent tandis qu'une autre rejoint une autre route de sortie, réduisant ainsi leur efficacité à presque rien. Il semble donc que les plans d'évacuation des principales villes n'offrent pas de garantie de sécurité.

Pour ce qui est de la situation actuelle en ce qu'à trait à Montréal, je ne sympathise guère, et je le dis, publiquement à la Chambre, avec l'attitude du conseil municipal de Montréal et de son comité exécutif relativement à la défense civile. Le Gouvernement n'a certes pas fait tout ce qu'il aurait pu; mais je regrette beaucoup que le comité exécutif se soit retiré aussitôt et aussi rapidement qu'il l'a fait de la défense civile. D'autre part, je suis d'avis que le Gouvernement ne devrait pas retirer le matériel de défense civile à Montréal, dans le moment. Selon les renseignements que je possède, il y a là pour une valeur d'un demi-million de dollars de matériel et d'équipement, y compris cinq pompes à pression, deux camions de sauvetage et pour quelque \$400,000 de médicaments. D'après les renseignements qui m'ont été fournis il y a quelques jours par le ministre, en réponse à une question que j'avais posée les services de la défense civile retirent